ÉLECTIONS LOCALES

Ce sera le 29 novembre

***La décision est prise et la date officiellement arrêtée : les élections locales auront lieu le 29 novembre prochain. La confirmation est venue de Daho Ould Kablia, lors de sa prestation hier au forum de* Liberté.**

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - C'est donc le dernier jeudi du mois de novembre qu'aura lieu le renouvellement des assemblées populaires communales et des assemblées de wilaya.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a révélé hier en effet que la date des municipales est fixée au 29 novembre prochain.

Le corps électoral, a-t-il souligné, sera conséquemment convoqué le 1er septembre, soit moins d'un mois à compter d'aujourd'hui. Le scrutin annoncé ne bénéficiera pas de dispositions particulières à même de garantir plus de transparence et de régularité.

Daho Ould Kablia a affirmé qu'il ne sera pas tenu compte des recommandations consignées dans le rapport final de la mission d'observation européenne des élections législatives du 10 mai dernier. Des recommandations dont il a tenu à faire noter le caractère technique.

Notons que le rapport de la mission d'observation européenne a été officiellement remis aux autorités algériennes le mercredi dernier, dès l'arrivée du chef de la mission à Alger. En effet, José Ignacio Salafrança a remis son rapport en premier au ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci. Et ce n'est qu'aujourd'hui à la mi-journée que le contenu du rapport sera accessible au grand public, puisqu'il sera présenté en conférence de presse.

Le rapport en question a été élaboré avec beaucoup de retard par rapport à la promesse faite par les observateurs européens le lendemain du scrutin législatif. Un retard que Daho Ould Kablia a expliqué par le fait que le groupe de travail qui s'est chargé de son élaboration et sa finalisation est composé de parlementaires de différentes nationalités européennes.

Sans se départir de ses avis tranchés, le ministre de l'Intérieur s'est déclaré convaincu que seuls deux à trois partis sont en mesure de présenter, lors des prochaines élections, des listes dans l'ensemble des circonscriptions électorales. Le reste de la classe politique, les petits partis plus particulièrement, devra, a-t-il considéré, être mesuré dans ses ambitions. A ces derniers, le ministre a conseillé de présenter des listes là où ils peuvent récolter des sièges ou sinon contracté des alliances.

Abordant la délivrance d'agréments à de nouveaux partis, Daho Ould Kablia n'a pas tu sa conviction profonde : «S'il ne tenait qu'à moi, je ne les accepterais pas», a-t-il dit, poursuivant qu'en définitive, c'est à la loi qu'il revient de trancher.

Pour le ministre de l'Intérieur, les dossiers des nouveaux partis ne sont pas consistants et les personnes qui les représentent n'ont ni poids ni dimension.

S. A. I.

PARTICIPATION AUX LOCALES, RESTRUCTURATION ORGANIQUE...

Divergences au sein de l'Alliance nationale républicaine

La participation aux prochaines élections locales et la restructuration organique sont sources de divergences au sein de l'Alliance nationale républicaine (ANR).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Certes, la participation à ce scrutin, prévu durant le dernier trimestre 2012, est censée être agréée par les instances dirigeantes du parti, selon le secrétaire général de l'ANR, Belkacem Sahli.

Se prévalant d'une décision du dernier conseil national, ce responsable partisan, qui a animé hier une conférence de presse coïncidant avec une réunion du bureau national, a appelé les pouvoirs publics à fixer rapidement la date de ce scrutin.

Un scrutin censé consolider le processus de réformes nationales et pour lequel cette formation a déjà entamé des préparatifs d'ordre organique, logistique et programmatique et n'écarte pas la possibilité de présenter des listes communes avec d'autres partis.

Néanmoins, cette participation ne semble pas recueillir l'unanimité des membres du bureau national et notamment le secrétaire général adjoint de l'ANR, Saïd Matari, qui a déclaré que son mouvement est en «pleine crise, en conflits internes».

Des conflits qu'exacerbe également le processus de restructuration organique lancé après les élections législatives du 10 mai dernier, un scrutin que le secrétaire général de l'ANR qualifiera de réussi d'autant que sa formation y a obtenu trois députés. Objet d'une évaluation régulière, lors de conférences régionales organisées en juillet et août et devant être sanctionnées par une conférence nationale en septembre, ce processus ne recueille pas l'adhésion totale, à se référer aux propos du secrétaire général adjoint.

Et cela même si Belkacem Sahli, se référant à des P-V signés par les contestataires appuyant la participation électorale et le processus de restructuration, affirme que la décision revient en fin de compte au conseil national du parti s'il se réunit à titre extraordinaire.

Notons que cette réunion du bureau national, consacrée également à l'évaluation première du processus de restructuration organique et des préparatifs électoraux, s'est poursuivie une bonne partie de la journée d'hier.

C. B.

FORMATION DU GOUVERNEMENT

L'ANR appelle à respecter les us

L'Alliance nationale républicaine appelle à respecter les us pour la formation du gouvernement.

Même si rien ne l'empêche du point de vue constitutionnel, le maintien d'un gouvernement formé de ministres intérimaires semble préjudiciable, selon l'ANR, d'autant que la rentrée sociale est proche. D'où la nécessité de respecter les us et coutumes, les principes de la démocratie et de veiller à assurer les meilleures conditions pour cette rentrée, estime-t-on à l'ANR.

C. B.

INTERVENTION MILITAIRE AU MALI

Le Maroc non favorable

Le Maroc ne serait pas emballé par l'idée d'une intervention militaire dans le nord du Mali comme le souhaite vivement l'organisation des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Le ministre marocain des Affaires étrangères, Saadedine Othmani, cité par une agence espagnole, aurait déclaré début août que le royaume est «opposé à une intervention militaire au mali» et qu'il «croit possible une solution politique à la crise.»

La déclaration du ministre marocain est intervenue au moment où la Cédéao a décidé de prolonger de 10 jours le délai imparti au pouvoir de Bamako pour engager la phase de transition. Le délai a expiré le 31 juillet dernier.

La Cédéao reste toujours enthousiaste pour une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu autorisant un déploiement de forces armées africaines dans le nord du Mali.

Un enthousiasme partagé par la France dont le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, vient juste de clore une tournée diplomatique dans les pays du voisinage du Sahel.

Mais l'enthousiasme ouest-africain bute sur d'abord la position algérienne qui reste toujours réfractaire à l'option d'une intervention armée et à présent sur une attitude similaire du Maroc.

S. A. I.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PT À BLIDA

De grands ateliers pour le débat sur les prochaines élections locales

Les débats, à l'occasion de la présence du Parti des travailleurs à l'université d'été qui se déroule du 3 au 6 août à l'école technique de Sonelgaz de Blida, sont axés principalement sur les prochaines élections locales pour lesquelles des ateliers ont été installés.

Mais c'est avec des mots crus que la présidente du PT, Louisa Hanoune, a fustigé ceux qui veulent déstabiliser les pays arabes et ceux du Sahel en instaurant des conflits entre les différentes ethnies et mouvements religieux. Louisa Hanoune dira que derrière la velléité de quelques Etats occidentaux à vouloir diviser les peuples arabes se cache la recherche d'intérêts à travers la vente d'armes et la création de bases militaires dans ces pays. En revanche, elle fera savoir que la présence de milliers de refugiés syriens en Algérie est un signe d'une stabilité sécuritaire dans le pays et dont les Algériens doivent en être fiers, car ceci signifie que ces derniers sont les frères des Syriens qui font l'objet d'une stratégie impérialiste ayant pour but d'exécuter le plan du Grand Moyen-Orient.

Sur un autre plan, Louisa Hanoune a affiché son indignation à l'égard du ministre du Commerce, et ce, à propos de l'investissement de certains privés à l'étranger qui a pour conséquence, dira-t-elle, la fuite des devises à l'étranger. Par ailleurs, elle indiquera que ces journées se dérouleront dans des conditions spécifiques en raison de la situation de guerre imposée par le système capitaliste qui, justifiera-t-elle, double d'effort pour créer des conflits dans les pays arabes et maghrébins dès lors qu'il est en crise.

Enfin, il y sera évalué l'état des lieux de l'université algérienne après 50 ans d'indépendance en présence d'experts internationaux dont Malek Serraï.

M. B.

AKKOUCHI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT ISLAH :

«Le président est pris en otage»

Dans sa conférence de presse désormais hebdomadaire du samedi, le secrétaire général du mouvement Islah a brossé, une fois de plus, un tableau noir de la situation du pays, marquée, dira-t-il, par un immobilisme qui fait craindre le pire à la toute prochaine rentrée sociale.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Comme à ses habitudes, Hamlaoui Akkouchi n'a pas usé, hier, de métaphores et autres paraboles pour décrire une Algérie, à ses yeux, sérieusement «malade» au vu, dira-t-il, d'une multitude de symptômes qui ne trompent pas quant à une «lourde» pathologie. Et d'en voir comme preuves « terre à terre», directement senties par le petit peuple, les récurrentes coupures électriques, les pénuries d'eau potable, l'insécurité ambiante régnant au niveau des quartiers, citant en exemple la bagarre sanglante d'il y a quelques jours à Belouizdad, en plein cœur de la capitale, et qui s'est soldée par la mort d'un jeune garçon de 14 ans, qui a succombé jeudi à de profondes blessures. Ceci sans omettre de relever «la dernière des dernières» comme il la qualifiera lui-même, l'opération de distribution du couffin du Ramadan.

Selon lui, cette mascarade, au-delà du fait qu'elle étale au grand jour la pauvreté de grands pans de la société que le pouvoir s'évertue à longueur de discours de voiler à coups de statistiques «imaginaires», est caractérisée cette année par une autre facette «honteuse». Celle liée, soutiendra Akkouchi, à la date de péremption largement dépassée des produits entrant dans ce couffin, de quoi susciter des craintes quant à de sérieux dangers sur la santé des bénéficiaires de ces aides, déjà suffisamment éreintés par le mauvais sort. Et au secrétaire général d'El Islah d'y voir la main, ou plutôt, les mains d'affairistes sans foi ni loi qui, de connivence d'avec les responsables chargés de cette opération, profiter de l'aubaine que cette dernière leur offre comme sur un plateau d'argent, pour s'enrichir au détriment de la santé de leurs concitoyens auxquels la vie n'a pas souri. Autant d'anomalies «gravissimes» qui doivent interpeller les hautes autorités du pays pour au moins, un geste, celui d'excuses publiques comme a osé le faire, s'appuiera Akkouchi, le tout nouveau président égyptien qui s'est solennellement excusé devant son peuple suite à une coupure généralisée du courant électrique dans son pays.

De quoi donner l'occasion à Akkouchi de s'adonner à son tout nouveau sport favori, le lynchage du pouvoir qu'il accusera de tous les noms d'oiseaux. Pour lui, toutes ces facettes noires du quotidien du simple citoyen trouvent leur raison dans l'immobilisme inquiétant qui caractérise le pouvoir au plus haut de sa hiérarchie. Et de «chuter» dans son argumentaire par conclure que le premier magistrat du pays se trouve comme «pris en otage», d'où, poursuivra-t-il, la stagnation des affaires du pays et l'amoncellement des mécontentements.

Le conférencier ne s'aventurera pas plus loin pour identifier les «ligoteurs» du président, se contentant de dire «qu'ils sont nombreux les gens auxquels la présente situation du pays profite et amplement».

M. K.